



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

fermeture de classes

Question au Gouvernement n° 1885

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Lucien Degauchy.

M. Lucien Degauchy. Ma question s'adresse à M. Claude Allègre, mais j'aurais préféré la poser à Mme Ségolène Royal. Elle n'est pas là, j'en suis désolé. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.) Cela m'aurait permis de lui rappeler que, lorsqu'elle était dans l'opposition, elle n'avait cessé de dénoncer, avec une hargne rare (Protestations sur les mêmes bancs), la moindre fermeture de classe.

Aujourd'hui, la situation devient de plus en plus inquiétante. Pas une semaine, pas un jour même ne se passe sans que mes collègues et moi-même ne soyons saisis d'une pétition de parents d'élèves, d'une intervention de maire, de président de RPI ou d'instituteurs s'inquiétant de l'annonce de fermetures de classes.

M. Christian Bataille. Provocateur ! Faites-le taire !

M. Lucien Degauchy. Une question identique pourrait d'ailleurs être posée à différents ministres. A M. Christian Sautter en ce qui concerne les fermetures programmées de perceptions, ou du moins leur transformation en de simples bureaux d'accueil sans trésorier, ce qui équivaut à une fermeture déguisée. A M. Christian Pierret pour la fermeture des postes en milieu rural, ce qui entraîne les grèves dont le pays souffre cruellement aujourd'hui. A Mme Martine Aubry pour les hôpitaux ou les maternités. Et j'en passe...

Jamais la France n'avait connu une telle mise à mort - je pèse mes mots - du service de proximité !

(Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)

Je ne retiendrai aujourd'hui que le grave problème de l'école. A cet égard, la dernière circulaire adressée aux académies est un modèle de démagogie et de langue de bois. Mais elle est pleine de promesses aussi. Alors, allez-vous prendre une décision qui mettrait, enfin, en conformité vos paroles et vos actes sur le terrain ?

Comme nous l'avons fait de notre temps pour les services en milieu rural (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste) - oui nous l'avons fait ! -, êtes-vous prêts à décider un moratoire sur ces fermetures programmées ?

Monsieur le ministre, ne vous contentez pas d'une réponse pleine de suffisance et d'arrogance, du type de celles que nous avons l'habitude d'entendre: ...

M. Jean-Paul Bacquet. Grossier personnage !

M. Lucien Degauchy. ... «C'est la faute de la droite !» «La droite n'aurait pas fait mieux !» «Jamais autant n'a été fait pour l'école !» («Eh oui !» sur les bancs du groupe socialiste.) Tout cela est faux. Non, monsieur le ministre, ce n'est pas ce genre de réponse qu'attendent tous ceux et toutes celles qui se mobilisent en ce moment pour notre école. Aussi, j'attends de vous un simple mot: oui ou non, êtes-vous prêt à décider ce moratoire ? Cela devrait être d'autant plus facile que des créations de postes ont été annoncées. Mais ces promesses seront-elles tenues ? (Vifs applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie.

M. Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie. Monsieur le député, («Oui ou non ?» sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la

démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants) la situation très difficile que vous décrivez est celle de toutes les académies dans lesquelles la démographie est en recul. («Eh oui !» sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.) Fermer des classes dans un département rural est toujours un acte difficile.

Je vous donnerai quelques chiffres. L'académie d'Amiens a perdu 3 350 élèves aux rentrées de 1998 et de 1999. Cette année, elle en perdra encore 2 400. («Oui ou non ?» sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.) Nous avons prévu de lui enlever 82 postes,...

M. Maxime Gremetz. C'est beaucoup trop !

M. le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie. ... ce qui augmentera le taux d'encadrement.

Monsieur le député, la différence fondamentale entre notre gestion et la précédente tient d'abord au fait que nous ne laissons pas se creuser les inégalités sur le territoire et que nous ne supprimons pas de postes. Il en a été supprimé 5 000 par le passé ! (Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert. - Exclamations et huées sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

Données clés

Auteur : [M. Lucien Degauchy](#)

Circonscription : Oise (5^e circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1885

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : éducation nationale, recherche et technologie

Ministère attributaire : éducation nationale, recherche et technologie

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 24 février 2000, page 1163

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 24 février 2000